

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT
(Direction des Études Économiques et de l'Évaluation Environnementale)

ADEME

Programme CDE 2^{ème} phase,

RAPPORT FINAL (Synthèse)

ACTEURS ORDINAIRES ET ENVIRONNEMENT

**De l'absence des acteurs ordinaires dans les dynamiques
technocratiques de concertation à leur présence possible dans un
Processus de Concertation Distribuée (PCD)**

Département de sociologie et Pôle Enquête du laboratoire LLS
UNIVERSITÉ DE SAVOIE

Roland RAYMOND (direction scientifique) - MCF HDR -

Olivier CHAVANON – MCF et coordinateur du Pôle Enquête -
Denis LAFORGUE - MCF -

(avec la collaboration d'Odile JOLY – MCF)

NOVEMBRE 2011

Comme souligné lors de synthèses intermédiaires, les gens ne sont pas systématiquement là où il est attendu qu'ils soient. Ils ne sont pas tels qu'il est prévu qu'ils soient, pas plus qu'ils ne font d'emblée ce qu'il est escompté qu'ils fassent. Les changements attendus à l'échelle d'un pouvoir politique ne sont pas les transformations / recompositions plus ou moins permanentes qui s'opèrent dans bon nombre de situations ordinaires. De sorte que, sur l'ensemble des citoyens invités à des réunions publiques dont les thèmes sont censés les concerner, peu y sont présents (si ce n'est ceux qui le sont au titre de leur engagement dans la société civile - associations ou fédérations -) ; de même, les publics des institutions (préfigurés en tant que « cibles » ou « acteurs potentiels du changement ») ne répondent pas forcément aux attentes des politiques publiques premières, que ce soit en termes de présence ou d'adoption des injonctions, critères ou normes d'action et de comportement qu'ils sont censés devoir / pouvoir incarner.

Le travail de recherche engagé durant ces trois dernières années est parti de ces constats. Récurrents (comme l'attestent la plupart des recherches que notre équipe a conduites depuis plusieurs années), ils sont d'une portée heuristique indéniable. En effet, ils ne sont pas le négatif ou plus exactement la négation de ce qui devrait normalement / positivement aboutir et s'opérer ; autrement dit, il ne faut pas les considérer comme des révélateurs, ici d'une déficience de l'action publique (des systèmes d'information ou de la gouvernance de l'action), là de défaillances, de manque d'autoresponsabilisation des populations. Ce qui ne se produit pas ou n'est pas incarné tel qu'attendu révèle, en fait, un ordre de réalité qui, tout simplement, échappe aux visions mécanistes / causalistes projetées à l'endroit du monde social : imaginer qu'une bonne gouvernance de l'action publique ou que la diffusion de bonnes informations suffisent à impacter les comportements et la vie des populations ; en déduire mécaniquement que les populations doivent, à partir de là, intégrer ce qu'on leur dit, s'approprier en conséquence ce qu'on leur suggère ou demande de faire. Or c'est oublier que le monde social est vivant, que la réalité des existences procède et découle en situation d'un ensemble complexe d'éléments. En résumé, ce qui ne s'opère pas révèle la tension entre un imaginaire politique et public de ce qui est, doit être et peut être, et ce qui relève de la réalité des conditions et des processus dont procèdent et découlent les existences humaines.

C'est ce que met en perspective notre rapport, dès lors qu'il explore et analyse les conditions / contingences d'un concernement des populations vis-à-vis des politiques et des actions publiques relatives à la question de la consommation d'énergie, et à la fois les processus dont procèdent et découlent les conduites ordinaires des populations ; autant d'éléments qui sont peu ou pas toujours pris en compte.

Trois parties structurent notre rapport

I. La première partie montre comment la logique institutionnelle de maîtrise de la demande de l'énergie dans un cadre domestique telle qu'elle est développée par les acteurs publics, est en fait contingente d'autres logiques institutionnelles (familiales, de soi à soi, professionnelles, marchandes, etc.) dans lesquelles les acteurs ordinaires sont pris. Ainsi :

- Certains usages sobres de l'énergie résultent de l'encastrement de l'individu enquêté dans l'institution de l'individualité : ces usages, en tant qu'accomplissements pratiques quotidiens, confirment et confortent l'individu dans une auto-interprétation de soi-même acceptable.

- D'autres usages sobres relèvent d'un certain mode d'encastrement de l'individu dans l'institution familiale : en se déployant au quotidien dans l'espace domestique, ces

usages de l'énergie contribuent à instituer - sur le mode du même, de la répétition - le rapport de l'individu à l'institution familiale, et ce sous la forme de relations conjugales et parentales qui constituent ce dernier.

- Dans plusieurs cas présentés, ce sont l'alignement et la complémentarité de différentes institutions constitutives de l'individu, l'institution de la vie privée (Je et Nous familial), l'institution économique, qui conduisent celui-ci à adopter des usages énergétiques sobres ; en l'occurrence, ils deviennent des actes instituants du rapport de l'individu à plusieurs de ses institutions constitutives.

- Inversement, si un certain nombre d'enquêtés n'adoptent pas ces gestes éco-citoyens en matière de consommation d'énergie, c'est parce qu'en adoptant de tels gestes, ces individus déstabiliseraient trop fortement les processus instituants sur lesquels reposent leur Soi, leur identité, leur sécurité ontologique. S'ensuivraient des conflits, des tensions entre des institutions sociales dont ils sont constitués.

- Enfin, si des gens développent des usages de l'énergie en matière d'éclairage, de chauffage et de déplacement, dans une indifférence tant subjective que pratique aux normes instituées de l'« éco-citoyenneté », ces postures révèlent une incommensurabilité entre les institutions sociales constitutives des individus enquêtés et les messages et mesures éco-citoyens des institutions publiques.

En conséquence de quoi, les conduites ordinaires en matière de maîtrise de l'énergie ne relèvent pas du postulat que partagent bon nombre d'acteurs publics, à savoir que seules les institutions publiques - et les injonctions et messages qu'elles diffusent - sont à même de modifier la forme et la nature des usages domestiques de l'énergie.

II. La deuxième partie, statistique, démontre l'importance et l'impact des contingences existentielles ressenties par les acteurs ordinaires (perception positive ou négative de l'évolution intergénérationnelle, de l'évolution biographique, du lieu de vie, de la tension / articulation entre l'intra- et l'intergénérationnel) et surtout analyse l'impact de ces contingences sur leur concernement et leurs pratiques quotidiennes (le plus souvent attentives à l'environnement). A partir d'une systémique statistique explorant les nœuds dynamiques et les trames sémiologiques qui se développent lorsque l'on interroge des gens sur la nature des informations qu'ils reçoivent, sur la nature de leur concernement, sur les pratiques attentives qu'ils ont mises en place, sur leur lieu et condition de vie, on a pu démontrer que leur concernement et leurs pratiques attentives en matière d'environnement ne sont que très peu inférés aux messages délivrés par les politiques publiques. Non pas parce que ces derniers sont le plus souvent considérés comme négatifs, mais parce qu'ils ne constituent pas des signes susceptibles d'être inclus dans la trame de vie des acteurs ordinaires.

Deux conditions sont en effet nécessaires pour que s'agrège de manière effective l'ensemble des éléments narratifs et procéduraux (les actions) qui renvoient à la question de l'environnement :

- Le sentiment de continuité, de cohérence au niveau des parcours individuels ou familiaux qui constitue le support sur lequel vont pouvoir s'imbriquer un certain nombre de préoccupations et d'attentions accordées à l'environnement. Quand ce sentiment est ténu, notamment en raison de ruptures réelles ou fictives (vécues comme telles

indépendamment de ce que peuvent montrer des données factuelles), les acteurs ordinaires, pris dans des visions chaotiques de leur destinée, ne sont pas enclins à intégrer de nouveaux éléments (changer des habitudes, renouveler des modes de faire).

- Mais pour que ces attentions accordées à l'environnement puissent être pérennes, elles doivent elles-mêmes alimenter ce sentiment de continuité, donc nourrir et réactiver en quelque sorte, à leur tour, ce support « de continuité et de cohérence ». On comprend là qu'éléments diachroniques et synchroniques interviennent de façon concomitante (sans que les uns ne prédéterminent les autres). Ils font simplement système.

En conséquence de quoi, si tout un ensemble de pratiques attentives vient s'agréger à une trame narrative, elles y parviennent plus ou moins bien selon que cette trame est marquée par une sorte de continuité ou de rupture associée à l'appréciation que peut avoir de son existence un acteur ordinaire ; et force est de constater que plus le sentiment de continuité est grand, plus l'attention accordée à des pratiques attentives l'est également.

Partant de là, il faut ainsi envisager que le concernement des acteurs ordinaires et les pratiques attentives qu'ils déploient sont consubstantiels d'un tout (existentiel, narratif), trouvant une unité (renforcée en quelque sorte) ; et c'est ce tout qu'il faut appréhender et conforter, y compris *via* un processus de concertation.

III. La troisième partie explore et met en exergue des ensembles de contingences relatifs à des opérations inhérentes à la question de l'habiter, et plus largement à tout un ensemble de « sous-opérations » qui se déploient dans l'intra et/ou l'extra murs de l'habitat, à savoir : préparer un repas, cuisiner, faire la vaisselle, laver le linge, se laver, entretenir la maison, bricoler, utiliser les énergies renouvelables, mais aussi se déplacer et s'approvisionner.

Toutes ces opérations ont été considérées sous l'angle des actes qu'elles occasionnent (des actes de pensée, des expérimentations, des pratiques qui, les uns et les autres, sont situés mais aussi distribués). Mais ces opérations ont surtout été appréhendées au regard des processus d'économie et de consommation de ressources qui les traversent.

Partant de là, deux résultats ont été mis en exergue.

- Premièrement, nous avons pu démontrer que chacune de ces opérations participe d'une mise en tension / équation entre, d'un côté, des sources dont les acteurs considèrent qu'elles sont d'emblée disponibles, utilisables (le climat, la pluie, l'eau de puits, le sol, la lumière du jour, l'ombre, la chaleur, le bois, l'humidité, mais encore le proche, le lointain, le voisinage, la famille, des proches, des services et des équipements à proximité, des savoir-faire, des recettes, des outils, des matériaux, un réseau, des moyens financiers, etc.), de l'autre côté, des ressources (l'électricité, le gaz, les carburants, l'eau « du robinet », des produits, des matériels et des matériaux nouveaux, les compétences d'un tiers, de « nouvelles énergies ») qui, en amont ou au cours d'une opération, interviennent / interviendront précisément quand les sources disponibles font / feront défaut ou sont / seront épuisées.

- Deuxièmement, c'est au cours et à l'issue de phases itératives de réflexion, d'expérimentations pratiques, mais aussi de communalisation avec d'autres acteurs que, non seulement les opérations sont progressivement actées, mais surtout que la question de l'imbrication entre les sources estimées disponibles d'une part, les ressources à mobiliser d'autre part, est résolue.

Au final, l'ensemble de ces approches explore et informe tout un ensemble de contingences (institutionnelles, existentielles, ou encore ressenties) peu prises en compte par les acteurs publics. Par ailleurs, sont éclairés les processus inhérents à l'actualisation des conduites ordinaires. Le tout vient alimenter l'idée - la proposition - selon laquelle il doit être concrètement envisagé un *Processus de Concertation Distribuée* (PCD).

Propositions / préconisations qui sont les nôtres en matière de concertation

Dès que l'on prend sérieusement en compte les diverses contingences qui impactent les conduites ordinaires, plus encore les processus par lesquels les acteurs ordinaires se trouvent être conduits à agir (en situation, à l'occasion de certains projets ou opérations), alors il apparaît nécessaire de développer un processus de concertation qui, en matière de pratiques attentives à l'environnement, **favorise et garantit une intelligibilité distribuée - et communalisable - entre les acteurs ordinaires, les acteurs éminents et les scientifiques concernés, entre autres des sociologues.**

Comment y parvenir ?

- Premièrement, en favorisant la production, l'exportation de data, *via* un système collaboratif et intégré de type *workflow* qui favorise la mutualisation, sur une base partagée et unifiée, de l'ensemble des données considérées comme essentielles à la compréhension des processus par lesquels des conduites énergétiques deviennent opératoires ou peuvent le devenir. Le principe est de mettre à disposition un outil à la fois performant, flexible et néanmoins homogénéisé du point de vue des acteurs publics, à la fois ressource pour les acteurs ordinaires et scientifiques.

Cet outil pourra être alimenté par des productions de données provenant des Points Info Energie, à la condition qu'ils disposent de logiciels de suivi des opérations de transformations ou de rénovations de l'habitat qui leur permettent de recueillir et de quantifier, certes, des données financières, fiscales et économiques (comme c'est le cas aujourd'hui), mais plus largement d'autres éléments contingents.

- Deuxièmement, en mettant en place des **SEME** (des Services d'Expérimentations en Matière d'Economie d'Energie) venant favoriser et rendre possible, *via* des *sessions de témoignages d'opérations* et des *ateliers techniques d'échanges de savoir-faire*, la mise en relation entre un ou des acteurs ordinaires et des tiers capables d'opérer avec eux un diagnostic distribué des éléments contingents qui peuvent être dégagés et en jeu (artisan, professionnel, d'autres acteurs ordinaires ayant développé des opérations similaires, architecte, décorateur, spécialiste de l'eau ou du vent, chargé de mission PNR concerné, etc.).

Ces mêmes SEME pourraient, bien sûr, alimenter l'outil *workflow* en initiant le développement d'un certain nombre de bases de données :

- base de contenus photographiques relatifs à un ensemble d'opérations réalisées ou en cours,
- base de données d'opérations « témoins » (à partir de suivis réguliers d'opérations et de chantiers),
- base de données témoignages,
- liste d'acteurs relais ou d'habitats témoins.

Le développement de tels outils et *corpus* permettrait au final :

- de prendre plus aisément la mesure d'un ensemble de principes socio-techniques, de sources et de ressources qui sont en jeu dans une opération ou dans des types d'opérations ;
- d'aller plus avant dans des ratiocinations distribuées et communalisées et qui peuvent servir à tout un chacun de référence cognitive pour analyser bon nombre de situations ;
- de mesurer les procédures de valuation qui alimentent de part et d'autre le jugement ;
- d'être en mesure d'élaborer ensemble des trames de cahiers des charges et de figuration d'arborescences d'éléments permettant de déterminer à la fois les convergences ou incompatibilités récurrentes, et le degré d'application de cheminements logiques qui peuvent ou pas s'avérer opératoires en contexte ;
- de favoriser le développement de relations entre des tiers divers (artisan, professionnel, technicien, spécialiste d'un domaine) qui seront potentiellement autant de ressources cognitives ou opérationnelles intervenant à l'occasion d'un certain nombre de projets et de chantiers ;
- de travailler à ce que les « gestes éco-citoyens » promus par les institutions publiques soient développés en écho des actes instituants de l'individu à la fois en tant que personne singulière, autonome, et en tant que membre reconnu/compétent par/pour des autrui « s » significatifs

Pris ensemble, de tels dispositifs et dispositions favoriseront sans nul doute la cohésion sociale, dès lors que la question des scénarios et des conduites énergétiques sera informée au cours et à l'issue de divers partenariats dont les bienfaits pourront être ensuite communalisés à des échelles toujours plus larges (dans une logique à la fois *bottom-up* et *top-down*).

PROCESSUS DE CONCERTATION DISTRIBUEE (PCD)

